PANTHERE PREMIERE

Inciser le silence

Engagements narratifs contre la violence d'État au Mexique

Par Adèle Blazquez

Type : enquête & analyse, entre les lignes de mire
Thèmes : État, Mexique, silence, violence d'Etat

Deux livres du journaliste indépendant états-unien John Gibler explorent les liens structurels entre violence d'État, narcotrafic et mise sous silence des voix divergentes dans le Mexique contemporain.

Le 26 septembre 2014, la police mexicaine a enlevé 43 étudiants et tué 6 personnes. Depuis, elle enquête sur ces disparitions. Plus étrange ? En 2010, la directrice d'une prison d'État a organisé, à plusieurs reprises, des escadrons de la mort composés de détenus. Libérés le temps d'une nuit pour assassiner des gens, participer à la lutte pour le contrôle de territoires entre groupes armés et faire porter le chapeau à celui entré en disgrâce auprès du gouvernement, ces détenus étaient ramenés dans leur cellule au petit matin [1].

Si, à chaque assassinat, se pose la question de savoir si les responsables sont les *narcos* ou l'État, c'est qu'il arrive aussi que les deux opèrent main dans la main. Depuis 2006, date de lancement de la « guerre contre le narcotrafic » par l'administration de Felipe Calderón, près de 200 000 personnes ont été assassinées et plus de 25 000 portées disparues. Ces décomptes, qui placent le Mexique « au-dessus » de nombreux pays officiellement en guerre, fournissent quelques indices de l'opacité de la situation dès lors que le gouvernement lui-même estime que sur les 128 520 meurtres qui ont eu lieu entre 2007 et 2014, 85 259 étaient des exécutions extrajudiciaires [2]. L'identification des personnes qui tuent est ardue. Le port de l'uniforme pourrait éventuellement servir à reconnaître les meurtriers mais ces derniers ne s'en vêtissent, à l'évidence, pas toujours. Les causes invoquées se confondent aussi et se délitent autour d'un même événement : règlement de compte entre criminel·les ? massacre d'État ? Souvent, les médias dominants tranchent : *« Elles* [les victimes] *trempaient dans quelque chose. »*

John Gibler, journaliste indépendant nord-américain, pose justement la question suivante : « Comment écrire là-dessus ? » Autrement dit, comment rendre compte de l'horreur et de l'injustice que vivent les proches de victimes face à l'impunité généralisée, de la peur qui s'impose à tou·tes, et des logiques qui guident l'usage de la violence ? Fondés sur des enquêtes au long cours, les deux livres de John Gibler, récemment traduits en français, explorent deux voies narratives distinctes. *Mourir au Mexique*, initialement paru en 2011, livre une analyse des articulations entre terreur d'État et narcotrafic à l'échelle

nationale [3]*; Rendez-les-nous vivants !,* écrit peu après les attaques armées subies par les étudiants à Ayoztinapa, dans l'État du Guerrero, en 2014, nous plonge dans une nuit, dans un lieu, un piège [4]. En somme, ces deux ouvrages constituent deux réponses aux questions que pose l'analyse de la violence au Mexique.

Construire l'autre récit

Dans *Mourir au Mexique,* nous suivons la voix de John Gibler, impliqué depuis 2006 dans la couverture des luttes sociales, de la répression politique et des crimes de l'État mexicain. Les analyses de l'auteur, étayées par la lecture de rapports d'ONG et des études universitaires, se trouvent en première et dernière partie du livre. Elles encadrent une enquête nourrie par des entretiens réalisés en 2010-2011 avec des journalistes et des militant·es des droits humains à Culiacán, Reynosa et Ciudad Juárez.

Au Mexique, l'évocation de ces villes renvoie immédiatement à « la violence du narcotrafic » selon l'expression consacrée. À travers l'enquête, J. Gibler restitue les histoires de ces personnes, leur vécu de la situation, les différentes voies qu'elles empruntent pour briser ou contourner le silence auquel elles sont soumises et l'hostilité ou l'indifférence que suscitent leurs démarches. Les stratégies exposées par le journaliste sont tristement éloquentes. À Culiacán, ne sont publiés dans les journaux que des récits de violence, sans nom ni lieu ; et si les proches peuvent chercher leurs disparu·es, c'est de manière discrète, sans former de mouvements revendicatifs. À Reynosa, le compte Twitter de la mairie indique les lieux des fusillades, les habitant·es adaptent leurs trajets quotidiens et les incursions de journalistes à des fins d'enquête sont de courte durée. À Ciudad Juárez, les rédactions pleurent leurs journalistes tué·es mais persistent, malgré la menace, à vouloir informer tandis que les étudiant·es manifestent et comptent leurs morts.

À travers ce jeu d'échelle entre les récits de la violence vécue et les analyses de l'auteur, l'ouvrage démontre que l'apparente confusion entre les divers acteurs armés est révélatrice des intérêts partagés entre l'État et les groupes criminels. Il dénonce « *un gouvernement par la mort* » et l'instrumentalisation de la « guerre contre la drogue » dans le cadre d'opérations de répression politique. Il montre le rôle de la prohibition de la drogue et des profits décuplés qui en résultent dans le système capitaliste mexicain.

Rendez-les-nous vivants ! est une restitution. Celle des voix des étudiants de l'école d'Ayotzinapa qui ont survécu aux attaques survenues dans la proche ville d'Iguala dans la nuit du 26 au 27 septembre 2014 – des attaques qui se sont soldées par la mort de 6 personnes et la disparition forcée de 43 d'entre elles. L'édition des paroles et le montage des témoignages des étudiants, de leurs parents, professeur·es et autres témoins construisent un récit de cette nuit. Ce procédé littéraire renvoie à un ouvrage mexicain, désormais classique, qui restitue, par le biais de l'histoire orale, un massacre d'étudiants perpétré en 1968 [5]. Ce faisant, *Rendez-les-nous vivants !* essaie de répondre à deux exigences.

Proposer, en premier lieu, une écriture respectueuse des victimes. J. Gibler souhaite épargner aux voix déjà meurtries la violence d'un récit surplombant et se fait donc médiateur de leurs paroles. Aussi, la restitution des témoignages est une exploration d'un précepte en construction : *écrire en écoutant* [6].

Répondre, ensuite, à l'urgence de combattre la confusion entretenue par les autorités et

relayée par les médias. En effet, une *« vérité historique »* a été unilatéralement décrétée par le procureur général fédéral, car face à la mobilisation internationale que génèrent ces disparitions, il est urgent de passer du scandale à l'Histoire nationale, autrement dit, de neutraliser l'événement en lui donnant des contours officiels. Ainsi, les étudiants auraient été enlevés par erreur par les policiers municipaux (une manière indirecte d'incriminer le maire d'Iguala, appartenant au parti d'opposition) avant d'être livrés à un groupe criminel qui, les prenant pour les membres d'un groupe rival, aurait incinéré leurs corps. Sceptiques vis-à-vis de cette version, les proches ont mené des recherches dans les alentours d'Iguala, découvrant de très nombreuses fosses communes, mais aucune trace des étudiants. Depuis, la thèse de l'incinération a formellement été démentie par un groupe d'experts internationaux indépendants (GIEI) et les recherches se poursuivent [7].

À la méprise et au crime organisé, érigés comme responsables par les autorités étatiques, l'ouvrage oppose donc un récit chronologique détaillé de cette nuit et des descriptions croisées de chaque situation. Peu à peu apparaît une coordination huilée entre différentes forces étatiques et des hommes armés sans uniforme menant des attaques en trois lieux différents de la ville sur plusieurs heures. Les étudiants, qui réquisitionnaient des bus pour se rendre à Mexico à la commémoration du massacre des étudiants de 1968, se sont retrouvés pris au piège dans la ville d'Iguala F. Les policiers leur ont bloqué la route et ont ouvert le feu, tuant plusieurs d'entre eux. 43 étudiants sont sommés de sortir d'un des bus et embarqués de force par les policiers. Plus loin, le bus d'une équipe de football, confondu avec l'un de ceux transportant les étudiants, a également été attaqué. Puis, dans le centre d'Iguala, une nouvelle attaque ?menée par des hommes sans uniforme a achevé de disperser les étudiants rescapés. Une traque s'en est suivie ; ils ont cherché refuge dans les montagnes ou dans les maisons environnantes.

Tlatelolco, 1968

Le 2 octobre 1968 à Mexico, l'armée piège les étudiant·es venu·es tenir un meeting sur la place de Tlatelolco. Des militaires en uniformes et d'autres en civil (munis d'un unique gant blanc) bloquent tous les accès de la place, se dispersent dans la foule et s'infiltrent dans le bâtiment dont l'un des balcons sert de tribune aux étudiant·es. Tous ouvrent le feu sur la foule pendant plusieurs heures. Le nombre de victimes reste inconnu. L'ampleur du mouvement étudiant comme celle de sa répression, niées par les gouvernements successifs, ne font pas l'objet d'une mémoire nationale. « 1968 a en revanche donné lieu, jusqu'à aujourd'hui, à une infinité de micro-récits, dont La *Noche de Tlatelolco* est une sorte de compilation. Composé en deux parties, "Gagner la rue" et "La nuit de Tlatelolco", le livre est un tissage de voix recueillies pendant deux ans, du 3 octobre 1968 jusqu'au début de l'année 1971. Fragments d'interviews, de la correspondance de l'auteure, phrases glanées ici et là durant le mouvement, articles et brèves, témoignages des étudiants depuis la prison de Lecumberri où beaucoup d'entre eux croupirent des années, communiqués, banderoles, affiches et slogans… Les matériaux rassemblés par l'auteure sont aussi divers que les formes et les manières de prendre la parole et de faire de la politique qui s'inventèrent durant ce bref été de la démocratie mexicaine, du 26 juillet au 2 octobre 1968. » Annabela Tournon, « La nuit de Tlatelolco d'Elena Poniatowska », *Jef Klak*, février 2015.

Nommer, contre le silence et la mort

« Une mort sans nom. Une mort qui emporte à la fois qui tu étais et qui tu es. Une mort qui t'expose à la face du monde comme un simple témoignage de la mort elle-même. Tout ce qu'il reste, c'est ton corps mutilé sur un terrain vague, pendu à un pont au-dessus d'une autoroute ou enfermé dans le coffre d'une voiture. Ton nom est coupé, amputé et jeté aux oubliettes. La seule histoire rattachée à ton corps est celle de ta mort particulière : des trous de balles, des brûlures, des balafres, des contusions, des membres mutilés. » Car, en effet, la « mort anonyme » qui traverse *Mourir au Mexique* s'abat deux fois : à l'acte violent succède l'anonymat imposé par le silence. Aucune enquête n'est menée, aucun nom n'est diffusé mais les corps, eux, sont exposés. Avec le décompte du nombre de douilles retrouvées, ils font la une des tabloïds. Un survol médiatique de la situation mexicaine ne laisse voir que l'horreur de corps mutilés, privés d'histoire, et la froideur des descriptions de scènes de crime. De même, le prologue à la version française de *Rendez-les-nous vivants !*, qui se veut discret et réduit à son minimum, explicite une chose que l'on *doit* lire dans les témoignages : la disparition forcée des étudiants d'Ayotzinapa se joue également deux fois : l'enlèvement d'abord, puis le mensonge et le déni administratifs. Dans les deux ouvrages, J. Gibler tâche de percer ces écrans en considérant les violences (les morts et les disparitions forcées) dans leur dimension à la fois physique et politique. À l'opposé du traitement complice des médias dominants et des institutions, la démarche de J. Gibler est attentive aux ramifications sociales, émotionnelles et politiques des violences. Les récits de *Mourir au Mexique* sont détaillés, les gens nommés ; les peurs et les craintes aussi. *Rendez-les-nous vivants !* est composé des voix mêmes de ceux et celles dont la parole est niée.

La parole du témoin peut-elle restituer le contexte ?

Le livre *Rendez-les-nous vivants !* pose, indirectement, la question suivante : les paroles des témoins peuvent-elles restituer, à elles seules, un contexte politique ? Et, dans le cas précis d'Ayoztinapa (ou de Tlatelolco d'ailleurs), les témoignages peuvent-ils rendre leur gravité à chaque disparition, raconter les drames individuels, les morts violentes, sans pour autant les dépolitiser, les sortir du maillage qui les a rendues possibles ? Autrement dit, à quoi donne accès cette parole ?

Si l'on devine que J. Gibler, pour rendre intelligibles les propos recueillis et leur donner un caractère transmissible (et donc politique), s'est livré à un subtil travail d'édition (sélection des paroles, réécriture, mise en ordre chronologique…), on se rend aussi compte que le contexte peine, malgré tout, à se dévoiler dans les témoignages. Les bribes d'entretiens qui font le début du récit de *Rendez-les-nous vivants !* racontent ce qui a précédé la nuit du 26 septembre. Les étudiants parlent de leurs maisons, de leur village d'origine, de leur arrivée dans l'école et des journées qu'ils y passent ; on entrevoit dénuement et marginalisation. Puis on avance dans le livre et les récits convergent vers la nuit fatidique. Néanmoins, si certains témoignages font allusion à des échauffourées passées entre étudiants et policiers, ils ne tissent qu'un lien ténu entre la nuit du 26 septembre et leur condition d'étudiants dont les initiatives militantes (collectes de dons, réquisitions de bus, manifestations) sont réprimées dans un *« contexte de terreur quotidienne »*. Ainsi, il faut

attendre la postface écrite par des comités de solidarité avec les étudiants – et donc sortir de la parole du témoin – pour mesurer leur inscription dans une histoire de répression politique plus large dont les écoles normales rurales sont la cible. On comprend alors que si la tuerie d'Iguala n'est pas une « bavure », c'est bien parce que ces écoles forment des instituteurs et des institutrices selon un enseignement d'inspiration marxiste. Issues de la période révolutionnaire, elles constituent un lieu potentiel d'organisation de mouvements sociaux et essuient à ce titre des attaques de la part de l'État depuis plusieurs décennies.

Dénoncer la dimension politique du narcotrafic

La restitution du contexte politique pose, à l'évidence, moins question dans *Mourir au Mexique* puisque le livre vise explicitement à révéler le caractère structurel de la violence liée au trafic de drogue et à sa dimension politique. Les analyses de J. Gibler naviguent sans cesse entre le récit détaillé d'une violence et les dynamiques globales dans lesquelles il convient d'inscrire celle-ci. Les histoires personnelles, recueillies par entretien, sont encadrées par des arguments forts : Gibler montre la continuité entre les opérations de contre-insurrection des années 1960-1970 et les groupes « criminels » qui sévissent aujourd'hui ; il retrace l'histoire des alliances, des scissions et des conquêtes territoriales des divers « cartels » au gré des mandats présidentiels et des (rares) changements de parti au pouvoir. Dans cet écrit, J. Gibler rend sa singularité à chaque mort mais le contexte prévaut ; l'interprétation des logiques sous-jacentes à une mort ne peut être laissée au hasard. L'enquête poursuit des voix publiquement situées (davantage, en tout cas, que celles des témoins de *Rendez-les-nous vivants !*) : J. Gibler est parti à la rencontre de journalistes et des militant·es des droits humains, de voix qui se *« rebellent contre le silence »*, et c'est en qualité de porte-parole, capable de livrer un diagnostic large, qu'il s'adresse à eux et elles : *« Comment fait-on du journalisme dans ce contexte ? »* ; *« Comment cette guerre a-t-elle commencé ? »*; *« Qu'est ce qui peut être fait ? »* Ainsi apparaît une formulation saisissante du contexte de violence par Javier Valdez, journaliste assassiné à Culiacán le 16 mai 2017, qui en 2011 expliquait : *« Personne n'a besoin de se déplacer et de te menacer* […] *; cette situation est déjà une menace. »*

Fusion et confusion, ou manifestations de la violence d'État

L'État et le narcotrafic ont fusionné : *« Les assaillants appartenant ou non à la police effectuent des missions qui diffèrent ou se chevauchent selon les moments, mais qui coexistent à l'intérieur d'une seule et même machine politico-industrielle.»* Cet argument central de *Mourir au Mexique* est décliné tout au long de l'ouvrage. Tous les niveaux de la fusion sont dénoncés : les intérêts économiques convergents, les alliances politiques en haut lieu, les pratiques de violence communes. Néanmoins, pour comprendre comment se manifeste cette « fusion » dans les situations concrètes, le parti pris dans *Rendez-les-nous vivants !* s'avère bien plus puissant. Là où la généralité de la fusion dans *Mourir au Mexique* nous convainc, c'est la confusion dont témoignent les étudiants d'Ayotzinapa qui nous saisit dans R*endez-les-nous vivants !* : *« D'habitude, quand on leur dit :* "On est des étudiants et on n'a pas d'armes"*, mains en l'air en guise de preuve, les policiers baissent leurs armes et un dialogue s'ouvre.*[…] *Mais là, ça ne s'est pas passé comme ça. On a répété :* "On est des étudiants, on n'a pas d'armes" *mais ils n'en avaient rien à foutre. »* Ici, les repères s'effondrent mais l'idée d'être face à des interlocuteurs, des policiers qui ne devraient pas les tuer, peine à se déliter : *« Les gars criaient aux policiers :* "Vous en avez touché un" *mais ils les ignoraient et continuaient à tirer.* […] "Vous en avez tué un autre, vous en avez tué un

autre, arrêtez de tirer !” […] *On leur demandait de nous aider :* “Aidez-nous, il est encore vivant.” » L’attaque n’en finit pas et ce n’est que la première de la soirée. Les paroles lancées par les étudiants sous la pluie des balles de la police (*« C’est avec les narcos que vous devriez faire ça »*) mettent en évidence à la fois le maintien et l’essoufflement des distinctions – martelées par les médias et les institutions étatiques – entre policier•es et criminel•les. Surtout, elles témoignent d’expériences et de situations qui restent irréductibles à une lecture surplombante. Vers 5 h du matin, les bribes de témoignages convergent vers une nouvelle incompréhension : *« On marchait sur le périphérique et on a croisé une voiture de police.* […] *Ils nous regardaient puis continuaient et ça nous faisait flipper car on savait qu’on pouvait faire confiance à personne, et encore moins aux flics puisqu’ils avaient tenté de nous tuer.* […] *La voiture a fait demi-tour et les policiers nous ont crié :* “Les jeunes, montez, on est avec vos camarades, faites-nous confiance, montez, n’ayez pas peur.” *Nous on voulait pas, jusqu’à ce qu’on voit un camarade nous faire signe de monter, alors j’ai dit :* “C’est bon, on peut y aller, Paisa est là.” » La « deuxième disparition », celle de la machine administrative prête à engloutir à jamais ce qui s’est passé, se met en branle quand des policiers rejouent aux policiers, quand ils protègent et enregistrent des plaintes. L’aube achève la disparition et consume ce qui reste de repères. Dès le lendemain, les parents et ami·es qui exigent *« Rendez-les-nous vivants ! »* se heurteront aux ressources les plus pernicieuses de l’État : ses institutions, sa légalité.

Pour rester efficaces, les catégories mobilisées par l’État doivent être hermétiques. John Gibler montre que la rhétorique de la « guerre contre la délinquance organisée », usée jusqu’à la corde, constitue un formidable instrument de nettoyage social et politique. Un professeur resté avec les étudiants suite aux attaques appelle son frère *« pour l’avertir* : “ S’ils me tuent, qu’on ne dise pas que j’étais dans le crime organisé. S’ils nous tuent c’est à cause de ce qu’il s’est passé.” » Le réflexe est juste. Il renvoie à ce qui est généralisé dans *Mourir au Mexique* : *« Dans la guerre contre la drogue, les détentions et les arrestations produisent des résultats sur l’écran de télévision, pas au tribunal. Et voici ce qu’ils nous disent :*“Si tu es retrouvé mort, une balle dans la figure, enveloppé dans une couverture sale et abandonné sur le bord d’une route déserte, c’est que quelque part tu l’as cherché. Tu dois avoir fait quelque chose de mal, pour finir comme ça.” » Dans leur lutte, les parents à la recherche de leurs fils disparus à Iguala répètent : *« Notre seul crime, c’est d’être pauvres. »* Ceux qui s’organisent à Culiacán pour dénoncer les crimes de l’armée finissent exécutés pendant que les soldats ramassent les douilles. L’impunité est généralisée et la répression se noie dans les décomptes macabres. Le silence de la mort et de la disparition forcée, celui du voile administratif qui retombe pour étouffer ou stigmatiser les luttes et les existences précaires défie les voix qui s’élèvent. ■

---

[1] Formidable révélateur des intrications possibles, le groupe entré en disgrâce (les Zetas) est composé d’anciens membres des forces spéciales, entraînés aux techniques de contre-insurrection. Un temps bras armé d’un cartel de trafic de drogue (Cartel del Golfo), les Zetas prennent leur indépendance, misant sur la diversifi-cation des activités (enlèvements, extorsions, traite de personnes). Ils entrent alors en conflit avec leurs anciens employeur du Golfo, puis avec la grande majorité des groupes organisés présents sur le territoire et sont la cible de nombreuses opérations menées par les forces de l’État.

[2] Souvent utilisée pour parler des morts dans une dictature, l’expression « exécutions extrajudiciaires » est utilisée par Gibler pour parler d’une pratique largement utilisée par les forces de l’ordre au Mexique, qui consiste à

tuer plutôt que d'arrêter les « suspects ». Dans ces opérations menées par les forces de l'ordre dans le cadre de leur fonctions, hors cadre judiciaire, on suspecte un ordre informel du pouvoir politique.

[3] John Gibler, *Mourir au Mexique. Narcotrafic et terreur d'État*, traduit de l'anglais par Anna Touati et Stephen Sánchez, CMDE, Toulouse, 2015.

[4] John Gibler, *Rendez-les-nous vivants ! Histoire orale des attaques contre les étudiants d'Ayotzinapa,* traduit de l'espagnol par Anna Touati, CMDE, Toulouse, 2017.

[5] Elena Poniatowska, *La Nuit de Tlatelolco. Histoire orale d'un massacre d'État*, traduit de l'espagnol par Marion Gary et Joani Hocquenghem, CMDE, Toulouse, 2014.

[6] *« Inspiré par l'idée zapatiste de* "diriger en obéissant" *(mandar obedeciendo) et par des années de reportages sur les luttes sociales et la violence d'État, j'ai commencé à me poser trois questions : Que voudrait dire* "écrire en écoutant", *escribir escuchando ? Quelle forme prendrait un écrit qui écoute ? Que recouvrirait une politique de l'écoute ? »*

[7] Les expert•es internation•ales ont établi qu'il était scientifiquement impossible d'avoir incinéré 43 corps dans l'endroit indiqué par les policiers ayant fait des « aveux » : la pluie n'a cessé de tomber cette nuit-là. Aucun feu en plein air n'eût été en mesure de faire disparaître les ossements en une nuit, or aucun feu n'aurait été allumé cette nuit-là.

Texte paru dans le Numéro 1, automne 2017 de Panthère Première.